

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22059 - 81ÈME ANNÉE

Le PCR mobilisé pour la baisse des prix à La Réunion

Participez à la campagne d'affichage



Hier matin, au marché forain du Chaudron, Ary Yee Chong Tchi Kan, accompagné de camarades de Saint-Denis, est allé à la rencontre des habitants pour expliquer la campagne d'affichage qui se déroule actuellement, sous l'intitulé : « Arrête augmente les prix, foutor »!

C'est un engagement qu'il a pris lorsqu'il était invité à la télévision, le mercredi 1er avril 2026, jour de la flambée des prix du carburant. En un mois, la mobilisation s'est étendue à plusieurs endroits de l'île. Au moment d'écrire cet article, les affiches sont déjà visibles à Saint-Philippe, Saint-Joseph, Petite Île, Tampon, Saint-André. Le week-end du premier mai sera mis à profit pour couvrir les autres endroits.

Les élus tiendront-ils leurs promesses ?

De partout, les Réunionnaises et les Réunionnais doivent constater qu'ils ne sont pas abandonnés

après les élections. La campagne d'affichage reprend leur revendication principale et ouvre une perspective. En effet, en pleine campagne électorale, tous les candidats ont évoqué la cherté de la vie et les prix élevés. Maintenant que les élections sont terminées, les personnes élues vont-elles passer aux actes et apporter des solutions aux questions soulevées? C'est une chance que tout le monde en parle.

Une élection n'est pas un chèque en blanc. Prochainement, des cumulards vont encore solliciter les électrices et électeurs. Une population informée sera plus armée pour interpellier sur les promesses non tenues.

Les tracts distribués le dimanche 29 mars 2026 appellent les 24 maires et les 2 présidents d'assemblée régionale et départementale, à se réunir d'urgence pour apporter des solutions durables aux problèmes posés : les prix du carburant, de l'électricité, de marchandises, de l'eau, des impôts, des taxes et redevances.

Correspondant

Retour d'une liaison directe avec l'Inde sans passer par Maurice

La Réunion-Chennai : IndiGo suit l'exemple d'Air Austral

Indigo permet un vol direct comme Air Austral, c'est la confirmation par la plus importante compagnie aérienne de l'Inde de la justesse de la stratégie d'Air Austral quand elle était présidée par Paul Vergès et dirigée par Gérard Ethève par la plus importante compagnie aérienne de l'Inde.

L'arrivée du premier vol IndiGo entre Chennai et La Réunion confirme la pertinence de la liaison directe avec l'Inde, abandonnée par Air Austral en 2023 dans le contexte du naufrage hérité de la gestion Didier Robert. En choisissant cette route, la première compagnie indienne valide la vision portée autrefois par Paul Vergès et Gérard Ethève : ouvrir La Réunion sur son environnement régional par une coopération directe, sans détour ni dépendance.

L'arrivée inaugurale du vol IndiGo 6E1871 en provenance de Chennai, posé mercredi 29 avril à La Réunion, marque davantage qu'une nouvelle liaison aérienne. Elle constitue un événement politique et économique majeur pour notre île. Après son atterrissage hier après-midi, l'appareil est reparti une heure plus tard avec ses premiers passagers réunionnais, ouvrant une nouvelle page des relations directes entre La Réunion et l'Inde.

Ce premier vol de la plus importante compagnie aérienne indienne sonne comme un démenti cinglant aux choix imposés ces dernières années à Air Austral. Car il faut rappeler qu'en avril 2023, la compagnie réunionnaise suspendait sa ligne vers Chennai, pourtant stratégique. Cette décision était présentée comme une fatalité dans le cadre du « sauvetage » d'Air Austral, après les ravages provoqués par la gestion de la période Didier Robert. Sous cette direction imposée quand Didier Robert présidait la Région, Air Austral a vu vendre avions et actifs patiemment constitués durant son âge d'or, quand Gérard Ethève dirigeait la compagnie sous la présidence visionnaire de Paul Vergès. À cette liquidation patrimoniale se sont ajoutés des millions d'euros de la Région injectés en trésorerie, sans empêcher un passif avoisinant les 200 millions d'euros. Un gâchis considérable payé, au final, par les Réunionnais.

Confirmation d'une vision

Et pourtant, la stratégie portée autrefois par Air Austral était la bonne. L'ouverture vers Chennai ne relevait ni du prestige ni du pari hasardeux : elle répondait à une logique de coopération régionale, d'ouverture économique et de liens civilisationnels avec l'Inde, grande puissance de l'océan Indien.

L'arrivée d'IndiGo en apporte aujourd'hui la confirmation éclatante, avec trois allers-retours par semaine. Si le premier transporteur indien choisit une liaison directe entre Chennai et La Réunion, c'est bien que cette route a un avenir. C'est la validation, par les faits, de la justesse des choix portés jadis par Paul Vergès et Gérard Ethève.

Cette desserte directe contraste d'ailleurs avec la solution d'Air Mauritius, qui propose de relier Chennai via Plaisance avec 2h30 de correspondance. Un détour qui promet surtout de capter à Maurice une part des devises que les voyageurs réunionnais dépenseraient autrement directement dans leurs échanges avec l'Inde.

Avec IndiGo, c'est une autre perspective qui s'ouvre : celle d'une connexion directe, souveraine, tournée vers la coopération sud-sud. Tourisme, échanges universitaires, commerce, santé, culture : les potentialités sont immenses.

L'événement d'hier dépasse donc le simple symbole. Il rappelle qu'une politique de développement cohérente laisse des traces durables. Et que les choix visionnaires, même combattus ou démantelés, finissent toujours par être confirmés par la réalité. L'atterrissage d'IndiGo à La Réunion en est aujourd'hui la preuve vivante.

M.M.

Décolonisation des Chagos

Olivier Bancoult bientôt en mission à Londres

Chagossiens

U« L'Express » du 28 avril, annonce qu'une délégation menée par Olivier Bancoult, accompagnée de plusieurs représentants chagossiens vivant à Maurice, a annoncé son intention de se rendre à Londres pour défendre ce qu'elle présente comme « la véritable voix » de la communauté sur l'accord en négociation concernant l'archipel des Chagos. Cette démarche aurait reçu un accueil favorable des autorités britanniques, qui y voient un moyen de mieux refléter les sensibilités diverses au sein de la communauté concernée.

Selon Olivier Bancoult, cette initiative est née de la volonté des Chagossiens eux-mêmes de corriger certaines interprétations qu'il juge erronées. Il critique notamment Misley Mardarin, qu'il accuse de s'être attribué un rôle de « first minister » sans légitimité reconnue. Pour Olivier Bancoult, la question de souveraineté ne peut être dissociée des décisions internationales, rappelant que la Cour internationale de justice ainsi qu'une résolution de l'ONU soutenue par 116 États ont reconnu que les Chagos relèvent de Maurice. L'ONU donnait 6 mois au Royaume-Uni pour déguerpir tout en l'enjoignant à favoriser le retour des Chagossiens dans leur pays dont ils furent déportés à cause de la construction de la base militaire de Diego-Garcia.

Le dirigeant du Groupe réfugiés Chagos considère cet accord comme une avancée majeure, notamment parce qu'il ouvrirait, selon lui, la perspective d'un retour et d'une réinstallation de Chagossiens dans leurs îles, une option longtemps absente des discussions. Il affirme que ceux qui ont connu l'exil souhaitent une solution concrète et soutiennent largement ce compromis.

Olivier Bancoult dénonce aussi l'influence, selon lui, de certains responsables politiques britanniques hostiles à l'accord, citant des figures de l'opposition qui utiliseraient certains membres de la communauté à des fins politiques. Il estime que les opposants ne proposent aucune solution réelle pour les Chagossiens et qu'ils exploitent ce dossier pour leurs propres intérêts.

Il remet par ailleurs en cause la représentativité de Misley Mardarin, soulignant que les représentants chagossiens à Maurice sont élus dans un cadre officiel supervisé par la Commission électorale, contrairement à celui qui se revendique « first minister », dont le statut ne serait reconnu ni par Londres ni par Port-Louis.

Sur la proposition d'utiliser des tests ADN pour identifier les Chagossiens autorisés à retourner dans l'archipel, Olivier Bancoult rejette fermement cette idée, faisant valoir que les actes de naissance suffisent à établir l'origine des natifs chagossiens.

Il critique également certaines couvertures médiatiques britanniques qu'il accuse de donner une image faussée du soutien au sein de la communauté. Selon lui, plusieurs organisations chagossiennes, à Maurice, aux Seychelles et au Royaume-Uni, appuient l'accord.

À Londres, la délégation entend rencontrer des parlementaires de plusieurs bords politiques pour exposer sa position et plaider en faveur de la mise en œuvre de cet accord.

Certains responsables politiques britanniques tentent de diviser les

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Sé koi le néo-kolonyalism ? Koman ni apèl lo réjime nou lé d'dan ?

Mi di souvan mé mwin lé pa toussèl, La Rényon i viv sou in réjime néo-kolonyalist . Souvan défoi mi rode kossa mi di égzaktoman é mi domann amwin kossa mi mète dodan lo réjime néo-kolonyaliss mi anparl souvan.

Dabor mi panss la Rényon d'avan la loi disnèf mars 46 lé pa parèye la Rényon mi koné zordi apré katrovin zané konm départman. Néna in bonpé diféranss mé i mank amwin la plass, épi lo tan, épi galman la konéssans pou anparl bien konm k'i fo mé mi pé dir La Rényon sé pa in koloni.

Poitán mi ansouvien inn-dé kamarad la ékri in liv avèk a popré konm tit : « La rényon 1969, in koloni franssèz ». In liv mi panss a lir, a rolir pou bien konprann sak lo lékip ékri vèr té i vé dir égzaktoman (lotèr sé lo cercle Eliard Laude é sa la parète dann zédission Maspero-127 paz é la parète promyé zanvyé 1969)

Pliss an avan dann tan ni trouv bann tèz nout parti pou son promyé kongré (1959) é sa ossi té in dokiman a lir, a travayé pou bien konprann nout réalité é bann nouvo i rant dann lo parti noré rézon d'bien travaye bann tèks-la.

Pou in pé la loi 19/03/1946 sé in loi l'égalité sossyal mèm si la mète in bonpé l'tan pou tradui sa dann la réalité — té dir pou nout parti arash l'égalité sossyal ofisyèlman. Mé si nou la gingn (l'égalité sossyal) nou la pwin l'égalité ékonomik é sé sak i fé pou ma par mi tir pa lo mo kolonyaliss, é mi mète solman néo dovan — donk nouvo kolonyaliss.

Ni parl la vi shèr : bin sa lé bien vré é nout popilassion i san passé pa solman koméla mé dopi in bon koup de tan. Bonpé d'moune i propoz dé shoz a fèr mé néna kékshoz k'i rann nout dévlopman impossib, donk i mank anou dessèrtènn liberté pou antroprann é ni pé dir nou lé anpèshé, konm in sèrtène souvrèneté — in sèrtin pouvoir — donk sa i ranfors amwin dann mon lidé mète sinplomman « néo' dovan lo mo kolonyaliss.

Alor si mi rovien dsi sakmwin la ékri an-o la, lidé apèl nout réjime , « néo-kolonyaliss » lé pa in fo l'idé, lé pa in mové l'idé mé in l'idé i mérite d'ète aprofondi pou pèrmète anou bien konprann sak ni di é trouv in manyèr pou sorte dann nout lanboukidi.

A bon antandèr salu !.

Justin